

**SURACCUMULATION
ET
PROGRAMME
D'UNION
POPULAIRE**

PAUL BOCCARA

DEPUIS quelque temps on parle, à juste titre, de la crise de la société française. Malgré sa base économique, cette crise de la société française capitaliste n'est pas une crise conjoncturelle de surproduction. S'il y a désormais une tendance fondamentale et durable aux difficultés de l'activité économique, le mouvement des hauts et des bas de la conjoncture persiste. En dépit de ces hauts et bas relatifs de l'activité économique, la crise continue pourtant à s'approfondir (1).

1. Nous reproduisons ici une étude publiée dans *l'Humanité* des 28-1-1972 et 4-2-1972, développant certains éléments d'un article d'*Economie et Politique* de décembre 1971. (N.D.L.R.).

C'est le système même de l'intervention économique massive de l'Etat et de la mobilisation des moyens publics au bénéfice des monopoles capitalistes — le capitalisme monopoliste d'Etat — qui est atteint aujourd'hui dans ses fondements.

Dans les conditions présentes, la crise du capitalisme monopoliste d'Etat se révèle à l'échelle internationale avec le dérèglement du système monétaire capitaliste. Elle se révèle aussi avec la tendance générale, depuis 1967-1969, à une croissance plus ou moins ralentie de la production accompagnée d'un chômage nettement plus important et plus durable. Elle se manifeste encore par la montée des luttes sociales dans tout le monde capitaliste. Cette crise de structure atteint tout spécialement notre pays. Elle se manifeste dans tous les domaines de la vie sociale : économique, politique, idéologique, etc.

Ainsi s'explique la force des aspirations actuelles des travailleurs de France à des changements profonds, permettant d'« améliorer la vie, son cadre, sa qualité » (2). Ces aspirations répondent aux immenses besoins nouveaux et aussi aux difficultés de l'existence qui tendent à grandir pour toutes les couches de travailleurs, avec des problèmes comme ceux de la hausse des prix ou du chômage, dont, au début de janvier, les chiffres officiels eux-mêmes doivent enregistrer l'augmentation rapide dans notre pays.

Nous traitons ici à grands traits d'une question théorique qui se trouve, à la fois, au centre de l'explication des difficultés engendrées par le régime actuel et au centre de la discussion sur les moyens, sur la possibilité de faire autrement dans un autre régime. Il s'agit de la question du gâchis des moyens matériels et humains de la production, gâchis grandissant rapidement dans les conditions nouvelles de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat. Il s'agit, plus précisément, du gâchis représenté actuellement par l'accumulation des capitaux monopolistes et par la recherche du profit pour rémunérer ces capitaux. C'est le problème de l'excès actuel de l'accumulation des capitaux par les monopoles, ou de la **nouvelle suraccumulation durable** de capital, comme on dit (3).

Le pouvoir et ses économistes prétendent impossible la réalisation des aspirations actuelles des travailleurs. En réalité, non

2. « Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire », introduction, p. 14.

3. Cf. à ce sujet, le « Traité d'économie politique marxiste », Editions Sociales, chapitre I.

seulement ils ne mettent pas en cause, en général, les dépenses parasitaires comme les énormes dépenses concernant la force de frappe, mais surtout ils masquent les limites essentielles du régime. Ainsi, en confondant abusivement l'accumulation du capital et les investissements techniquement nécessaires au progrès de la production, les idéologues des monopoles peuvent cacher les excès d'accumulation de capitaux monopolistes constitués à partir des profits et des aides financières de l'Etat.

ACCUMULATION ET INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS

Le but déterminant de l'économie française actuelle n'est pas la production pour les besoins, c'est le profit et l'accumulation du profit en capitaux accrus qui réclament à leur tour leur rémunération par des profits accrus.

Les monopoles, dans la mesure où ils peuvent drainer une partie considérable de la plus-value produite dans toute la société et où ils renforcent encore leurs profits et leurs capitaux par l'aide de l'Etat, se livrent à une accumulation de capital formidable. Mais outre le fait que les seuls besoins pris en cause par la production sont les besoins armés d'un pouvoir d'achat des individus ou de l'Etat, cet accroissement de richesse privée ne correspond pas exactement aux nécessités techniques de la production. Bien plus, les gaspillages de l'accumulation monopoliste du point de vue de la production ont été en s'aggravant.

Le but dominant de l'économie étant l'accumulation de capital privé et sa rémunération par un profit privé, une spéculation comme celle consistant, par exemple, à acheter des monnaies étrangères ou de l'or en espérant un bénéfice lié aux changements des cours, fait aussi bien sinon mieux, l'affaire, pour le capitaliste individuel, que l'accumulation en vue de la production matérielle. Mais il y a alors stérilisation d'une partie du produit national, au détriment du progrès de la production et de l'emploi.

MOYENS MATERIELS DE PRODUCTION ET SURACCUMULATION

Même dans la production matérielle, le but d'accumulation de richesse privée explique la tendance dominante à augmenter les moyens de production matériels et non l'emploi. Cette tendance dominante — correspondant aux nécessités techniques dominantes issues de la Révolution industrielle du XVIII^e siècle — correspond à l'antagonisme capitaliste : on vise à laisser le moins possible de leur produit au travailleur pour augmenter les profits et leur accumulation en moyens de production.

De plus, périodiquement apparaît un excédent d'accumulation

même dans le cadre du système. Les capitaux deviennent trop importants par rapport à la plus-value qui les rémunère et qui est produite par les seuls travailleurs, ceux-ci créant la valeur nouvelle ajourée à celle des moyens matériels utilisés.

Il y a aussi excédent de moyens de production matériels par rapport aux exigences du progrès de la productivité du travail (permettant d'accroître la plus-value). En effet, l'augmentation du produit par unité de travail vivant finit par compenser de moins en moins la dépense en travail passé accumulée dans les moyens de production.

Alors la suraccumulation devient relativement durable comme dans les années 1920 et 1930 où les difficultés économiques tendaient à persister.

Le parasitisme du système s'accroît dans ces conditions. En effet, il ne conduit pas spontanément, mais à travers de graves difficultés, à la diminution relative de l'accumulation du travail passé en moyens de production. Pour ne pas parler de sa difficulté à admettre l'augmentation des dépenses pour les travailleurs, comme les dépenses nouvelles d'éducation ou de sécurité sociale arrachées au lendemain de la seconde guerre mondiale. Au contraire, devant l'insuffisance toute relative de la plus-value, les capitalistes recherchent l'accroissement des profits par l'augmentation rapide des prix, afin de maintenir et d'accroître les moyens de production accumulés en excès. On recherche aussi de hauts profits par les spéculations où se placent les masses de capitaux liquides disponibles.

AIDE PUBLIQUE ET NOUVELLE SURACCUMULATION DURABLE

Les luttes de masses contre le « malthusianisme » des trusts et l'aide publique systématique en faveur des profits et de l'accumulation des capitaux monopolistes privés ont finalement permis la reprise de la croissance de longue période au lendemain de la seconde guerre mondiale (1).

1. Elle survenait, d'ailleurs, après les énormes pertes de capitaux de la dépression et de la guerre et les progrès techniques autorisés par ces pertes.

En effet, les exigences d'accumulation et de profit ont été considérablement réduites dans les secteurs nationalisés : économies (E.D.F. notamment) ; prix de faveur aux trusts ne comprenant de capital par suppression des doubles emplois et progrès techniques permis par la rationalisation à l'échelle nationale (cf. pas la même exigence de profit que le prix des produits « privés »).

La gestion des entreprises nationalisées avec des bénéfices réduits, voire avec déficit, a été imposée pour laisser aux monopoles privés, continuant à dominer l'économie nationale, la plus grande part de plus-value produite dans le pays. Certaines consommations collectives nécessaires (éducation, santé) ont été accrues également au lendemain de la seconde guerre mondiale sous la

pression des luttes. Cependant, dans la mesure où l'intervention publique a tendu systématiquement et de plus en plus à favoriser les profits des monopoles et leur accumulation en capitaux, elle a fini par conduire de nouveau à une situation d'excès formidable de capitaux et de suraccumulation durable.

Devant cette suraccumulation l'intervention publique est désormais impuissante, pour l'essentiel, d'autant plus qu'il n'est pas question pour les tenants du régime d'accroître le secteur nationalisé au détriment des monopoles.

HAUSSE DES PRIX, TENDANCE A LA SURPRODUCTION, CHOMAGE

Les nationalisations au lendemain de la guerre n'ont d'ailleurs été acquises qu'au prix de luttes politiques massives. Bien plus, les prélèvements publics en faveur des consommations collectives des masses sont désormais ressenties comme une gêne grave accroissant l'insuffisance actuelle du profit pour rémunérer les capitaux des monopoles. Ceux-ci veulent limiter la croissance de ces consommations pour obtenir le plus possible d'aide directe à leur profit.

A partir de 1967-1969, l'excès d'accumulation (et la stérilisation des ressources qu'il représente) est devenu tel qu'il provoque des difficultés considérables même du point de vue des capitalistes et qu'il commence à être visible pour tous avec les débuts de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

La croissance de la plus-value provenant de l'exploitation « normale » des travailleurs ne permet plus de rémunérer avec les mêmes taux de profit la masse devenue colossale des capitaux. Cela engendre le renforcement de l'exploitation et notamment de l'intensification du travail. Cela engendre aussi les méthodes de gonflement des profits monopolistes par la hausse des prix et l'accélération de l'inflation pesant sur les revenus de toute la population travailleuse.

Cela entraîne l'aggravation de la limitation des dépenses pour les besoins collectifs de la population, afin de réserver le plus possible du prélèvement public (de la fiscalité, du crédit inflationniste, etc.) à l'aide directe aux monopoles. La hausse des prix accélérée contribue à son tour à la recherche de hauts profits par la spéculation monétaire. Elle provoque aussi la tendance à l'insuffisance des débouchés et à la surproduction.

En effet, la hausse rapide des prix réduit la croissance des débouchés pour le produit croissant en moyens de consommation.

Cette réduction n'entraîne plus une simple diminution passagère de la demande globale, ni une augmentation faible et passagère du chômage. En effet, l'insuffisance de la demande de moyens

de consommation est beaucoup plus importante que dans les moments analogues de l'après-guerre. Ensuite, dans les nouvelles conditions de la concurrence, le capitaliste individuel cherche activement des profits spéculatifs. Il commence enfin à chercher à élever la productivité en donnant plus d'importance désormais à l'économie des dépenses en moyens de production pour un même produit. La demande de moyens de production ne croît donc pas assez vite pour compenser l'insuffisance de la demande de moyens de consommation personnels et collectifs.

D'où la tendance à l'insuffisance de la demande totale par rapport aux possibilités de production, l'exacerbation de la concurrence sur le marché international et la tendance au chômage plus massif et plus durable. L'accroissement de la productivité du travail se faisant désormais non seulement par l'élimination de travailleurs par la machine, mais aussi par la diminution du travail contenu dans les machines, ce progrès considérable qui permettait de répondre aux nouveaux besoins engendre une tendance au chômage massif en économie capitaliste.

EVASION SPECULATIVE DES CAPITAUX

Les scandales financiers qui éclatent en grand nombre ces derniers temps et éclaboussent les partis au pouvoir sont un indice de la pression considérablement accrue des capitalistes sur les sources de profit les plus faciles dans le cadre d'un régime qui a le culte du profit capitaliste. La masse des détournements de fonds non dévoilés est sans doute plus importante que ceux qui sont connus. Il faut aussi considérer l'importance croissante de l'évasion fiscale, surtout de la part des grands capitalistes. Il faut aussi se souvenir de l'énormité de la spéculation monétaire et de la gravité de la tendance à l'évasion des capitaux depuis 1968.

D'un côté, on ne peut cacher l'existence de masses énormes et croissantes de capitaux monétaires disponibles flottant sur les marchés internationaux à l'affût de profits spéculatifs, masses beaucoup plus importantes que celles des années 1920. Ces phénomènes nouveaux s'accompagnent de la progression rapide de la thésaurisation, ou accumulation stérile en « trésor » de l'or. D'un autre côté, on doit reconnaître que la réclamation d'accumulation de capitaux par « l'industrie » (dominée par les monopoles capitalistes) entre en contradiction avec les besoins sociaux impérieux, en écoles, logements, etc.

GACHIS ET MANQUE A GAGNER DANS LA PRODUCTION

Il convient de souligner d'autres formes de gaspillage de l'accumulation des monopoles capitalistes, formes plus masquées mais qui sont encore plus importantes et se sont beaucoup aggra-

vées. Il s'agit des multiples doubles emplois des dépenses dans les entreprises monopolistes concurrentes à l'échelle de la nation.

Ces doubles emplois — dont déjà il y a quelques années le caractère public de la querelle Boussois-Saint-Gobain avait révélé l'ampleur — pourraient être progressivement supprimés si la production était rationalisée à l'échelle des nationalisations nouvelles.

Il s'agit du caractère parasitaire d'une grande partie des dépenses de publicité et de prestige des firmes monopolistes. Il s'agit encore de l'orientation même des productions et des investissements en fonction du marché capitaliste et monopoliste. Cela concerne non seulement les armements, mais certaines consommations de luxe inutiles, et la différenciation inutile ou même nocive (polluante, etc.) des produits (comme celle des automobiles).

Cela concerne aussi l'accumulation industrielle privée elle-même en moyens de production ne prenant pas en compte, dans ses calculs de rentabilité, les coûts sociaux totaux qu'elle engendre : dépenses sociales d'infrastructure matérielle, usure et fatigue des travailleurs, dépenses de santé, etc.

A propos de l'orientation des investissements productifs, il convient aussi de considérer le freinage du progrès et de l'application de l'automation qui permettrait pourtant un progrès beaucoup plus rapide de la productivité. Ce freinage résulte, entre autres, de l'importance des sommes à investir (malgré la diminution relative par rapport au produit) sans être sûr du marché massif et stable notamment en moyens de consommation personnels et collectifs. Il résulte également des pratiques de la concurrence monopoliste à l'échelle nationale et mondiale, avec notamment la crainte de la dévaluation des installations existantes et aussi l'insuffisante stabilité du marché en raison des modifications trop rapides des produits. Ce freinage résulte aussi des « facilités » des bas salaires du point de vue de la rentabilité capitaliste immédiate et de l'insuffisance des dépenses nécessaires de qualification, d'éducation et de recherche.



Avec les débuts de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, l'excès d'accumulation de capital est devenue durable. Mais le but du système restant l'accumulation privée et non les besoins des masses, cela engendre avec l'insuffisance de la demande des moyens de consommation l'insuffisance de la cerbation de la concurrence internationale et la tendance nouvelle demande en moyens de production des capitalistes. D'où l'exa- au chômage plus importante. Le chômage, qui tend à grandir en France en ce moment, représente un gaspillage de potentiel

productif considérable, sans compter le gâchis consécutif à l'insuffisance des dépenses pour l'éducation, la qualification et le recyclage des travailleurs

SURACCUMULATION ET REVOLUTION TECHNIQUE

Notre analyse du gâchis et de la stérilisation des ressources potentielles de la production et de la consommation sociale par l'accumulation des monopoles, résultant des prélèvements de leur profit et de l'aide publique de l'Etat, se rattache à l'analyse marxiste de la tendance périodique à l'excès d'accumulation, ou suraccumulation, en économie capitaliste.

Mais le nouvel excès durable d'accumulation — caractéristique de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat — entre aujourd'hui en contradiction, de façon incomparablement plus grave que par le passé, avec les exigences du progrès technique, étant donné les caractères originaux de la révolution technique et scientifique qui a commencé.

Déjà Marx avançait l'idée que ce qui est mis en cause, en définitive, à travers la tendance à la suraccumulation du capital, c'est l'existence du mode de production capitaliste lui-même correspondant à un stade historique limité du progrès des forces productives (1).

1. Conditions issues de la révolution industrielle du 18^e siècle, fondée sur la machine-outil.

La révolution technique nouvelle, fondée sur l'automatisation qui n'en est qu'à ses débuts, exige des dépenses d'une ampleur sans précédent pour l'éducation et la recherche scientifique de masse, des moyens et du temps libre, sans précédent pour le développement des capacités de tous les individus.

Tout au contraire, le but déterminant du capitalisme monopoliste d'Etat — la poursuite du profit et de son accumulation par les monopoles — a eu pour conséquence le développement de nouvelles formes de travail et de vie sans des dépenses correspondantes suffisantes pour les besoins nouveaux des travailleurs.

D'où la contradiction accrue entre les besoins et leur insatisfaction, ainsi que le caractère urgent des revendications concernant l'amélioration des conditions de travail et de vie. Cette urgence résulte du fait qu'on peut commencer à parler d'atteintes portées au potentiel vital des travailleurs dans leur masse, avec les limites de l'intensification du travail, le besoin pressant de réduction du temps de travail, les difficultés aiguës des transports, du logement, de la santé, de l'enseignement.

PORTEE REVOLUTIONNAIRE DU « VIVRE MIEUX »

Ainsi s'explique le caractère profondément progressif et la force objective, du strict point de vue des exigences nouvelles du

progrès des forces productives humaines et matérielles, des aspirations populaires à « vivre mieux et autrement », ainsi que leur portée révolutionnaire.

« Cela suppose la réalisation d'une série de mesures sociales urgentes qui touchent l'élévation du pouvoir d'achat, l'amélioration des conditions de travail, la sécurité de l'emploi, l'extension de la protection sociale.

» Cela suppose aussi la mise en œuvre d'une vraie politique d'équipements sociaux et culturels, depuis le logement jusqu'à l'éducation en passant par les transports urbains.

« Améliorer la vie, son cadre, sa qualité, voilà la tâche prioritaire d'une politique nouvelle ». (Programme, introduction, page 14).

Le P.C.F., en se faisant le porte-parole de cette aspiration commune aux diverses couches de travailleurs, et en détaillant les mesures raisonnables permettant de satisfaire les besoins urgents de façon rapide, est loin d'agir de façon démagogique ou électoraliste. Au contraire, ce faisant, non seulement il révèle sa liaison profonde avec les larges masses de travailleurs victimes des monopoles : ouvriers et employés, techniciens, ingénieurs, cadres, enseignants, chercheurs, paysans travailleurs et petite bourgeoisie des villes. Mais aussi il affirme son aptitude à assumer les responsabilités nouvelles du développement social et national par le contenu de sa politique d'union populaire et d'unité des forces démocratiques et ouvrières sur un programme de gouvernement.

Parti le plus lié à la classe ouvrière — classe la plus opposée au maintien de la structure capitaliste et du capitalisme monopoliste d'Etat — et parti armé de la théorie marxiste qu'il s'efforce sans cesse de développer, il peut ainsi assumer ses responsabilités de parti révolutionnaire et national.

En effet, le programme proposé par le P.C.F. avance des propositions répondant aux besoins insatisfaits des diverses couches de travailleurs en ayant aussi l'audace de proposer les moyens économiques et politiques adéquats. Ces moyens supposent, sur le plan économique, la rupture avec la domination des monopoles par la nationalisation des secteurs-clés, nationalisation permettant la gestion et la planification démocratiques.

NOUVELLE LOGIQUE ECONOMIQUE ET SEUIL MINIMUM DE NATIONALISATION

Il n'est pas question de considérer ici les mesures détaillées dans les divers chapitres du programme pour une démocratie avancée se rapportant aux « moyens » économiques. Nous soulignons seulement le double fondement commun des mesures qui sont proposées :

1) La transformation structurelle décisive que constitue la nationalisation des secteurs-clés de l'industrie et du secteur bancaire et financier ;

2) L'instauration progressive sur cette base d'une nouvelle logique du fonctionnement économique concernant la gestion des entreprises, la planification et la politique économique démocratiques. En effet, les entreprises nationalisées peuvent ne pas avoir comme but déterminant le profit pour rémunérer le capital et pour l'accumulation du capital. Dans le système actuel du capitalisme monopoliste d'Etat, dans la mesure où le secteur nationalisé est minoritaire et où le pouvoir d'Etat est lié à l'oligarchie monopoliste dominante, les entreprises nationalisées sont utilisées pour accroître les profits et l'accumulation des monopoles privés. Ce système est entré en crise en raison de l'excès massif et durable des capitaux accumulés.

Mais si la nationalisation est étendue aux secteurs-clés de l'économie, tandis que le pouvoir d'Etat est conquis par les forces ouvrières et démocratiques unies, alors on peut commencer à faire prédominer un nouveau but économique, à l'échelle nationale du moins, celui de la satisfaction des besoins des masses. C'est ainsi que la démocratie économique et politique peut constituer une phase de transition au « socialisme développé », dans les conditions de notre pays. On peut tout particulièrement envisager, sur la base de la mobilisation de toutes les ressources productives, de l'élimination des dilapidations actuelles et d'une productivité grandissant plus vite, le transfert d'une partie proportionnellement plus grande du produit (croissant rapidement) de l'accumulation des moyens matériels de production vers la satisfaction directe des besoins des travailleurs, et notamment ceux de leur formation.

On comprend que le programme affirme que « dès le début de la législature la politique de nationalisation doit franchir un seuil minimum », tout en notant « le gaspillage et la stérilisation des ressources qu'engendre aujourd'hui l'accumulation capitaliste ». (**Programme**, pp. 155, 156).

C'est sur cette base que le programme traite de la gestion démocratique des entreprises nationales et de la planification démocratique. Il considère les nouvelles règles de la planification déterminant les principaux critères de gestion du secteur nationalisé et les grandes lignes d'encadrement du secteur privé (**Programme**, p. 159). Il insiste sur l'autonomie de gestion des entreprises nationales dans le cadre de la planification (**Programme**, p. 152) avec le rôle décisif de l'intervention des travailleurs et le remplacement, pour ces entreprises, des impératifs de la concurrence capitaliste et de l'anarchie monopoliste par la coopération et la compétition coordonnées.

Il précise les conditions nouvelles du fonctionnement du crédit permises par la nationalisation et la restructuration de tout le secteur bancaire et financier.

Le seuil minimum de nationalisations nouvelles signifie : 1) que l'ensemble du secteur nationalisé concerne une masse suffisante de la production ; 2) que le secteur nationalisé permet le contrôle des secteurs-clés.

DEMOCRATIE A TOUS LES NIVEAUX

Ce seul minimum constitue la condition nécessaire de la nouvelle logique économique, d'un nouveau mode de régulation (1), qui pourra commencer à s'appliquer depuis la gestion des entreprises nationales jusqu'à la planification démocratique nationale, en (dominante) de la production ; 2) que le secteur nationalisé permet le contrôle des secteurs-clés.

Reconnaître les tares fondamentales de la gestion actuelle des trusts et vouloir les réduire par de simples incitations ou des nationalisations partielles à l'intérieur des secteurs-clés n'est pas réaliste. Cela revient à ignorer les contraintes objectives liées à la propriété privée capitaliste qui resterait dominante dans les secteurs-clés ainsi qu'à l'échelle de l'économie nationale. Cette domination de la propriété privée capitaliste entraîne le but dominant de l'accumulation et du profit. C'est elle qui a conduit au gâchis de la suraccumulation actuelle.

Certes, condition nécessaire ne signifie pas condition suffisante, de même que nationalisation ne signifie pas « étatisation ». C'est pourquoi le Programme organise la démocratisation et la participation des masses à tous les niveaux de la vie économique, politique, culturelle, etc. Il organise ainsi la démocratisation profonde et l'intervention des travailleurs aussi bien au niveau des entreprises nationalisées qu'au niveau du plan national, des secteurs ou des régions. Des problèmes aussi brûlants que celui de l'emploi, ou encore que celui des moyens pour l'enseignement montrent bien, d'ailleurs, que ce n'est pas seulement à l'échelle de l'entreprise que la direction démocratique permise par la pour « **donner aux travailleurs la maîtrise de leur existence** ». libération du pays « **de l'emprise des monopoles** » est décisive (Programme, p. 148).

POLITIQUE ECONOMIQUE IMMEDIATE

La nouvelle logique économique permise par la transformation de structure profonde, antimonopoliste, autorisera une politique économique vraiment nouvelle. Celle-ci pourra commencer immédiatement à sortir la France des difficultés présentes dont la tendance est à l'aggravation.

Ainsi, contrairement à l'orientation actuelle, la production pourrait être développée grâce, notamment, au progrès de la demande intérieure pour les besoins personnels et collectifs des travailleurs.

1. Sur les problèmes du passage de la régulation anarchique du capitalisme à une régulation consciente de l'économie, voir « Economie et Politique » de septembre 1971

Cette stimulation du marché intérieur n'entraînera pas la hausse accélérée des prix dont menacent les porte-parole des monopoles, étant donné la suppression des exigences monopolistes de profit et d'accumulation à l'échelle des secteurs-clés comme à l'échelle nationale. Cette stimulation s'intégrera dans le cadre d'une nouvelle stratégie de la croissance, fondée sur la priorité donnée aux techniques les plus modernes et à l'élévation de la qualification des différentes couches de travailleurs, en liaison avec les économies relatives en moyens de production par rapport aux produits et en liaison avec une planification démocratique des emplois productifs et des autres activités. Cette stimulation de la demande intérieure s'accompagnera de relations internationales actives, favorisées par la garantie pour l'indépendance que constitue la maîtrise nationale des secteurs-clés et par l'effet extérieur des nouvelles orientations de la production.

A ce développement du marché intérieur s'oppose, au contraire, le pouvoir actuel sous la pression des exigences monopolistes. Le pouvoir U.D.R.-indépendants-centristes vise uniquement à favoriser l'exportation des trusts et l'accumulation monopoliste baptisée « investissement ». Ainsi après les démentis officiels irresponsables de novembre 1971 concernant la non-détérioration de l'emploi, le « plan de soutien » du 12 janvier est devenu nécessaire en raison de l'aggravation désormais impossible à cacher du chômage et en raison du mécontentement populaire.

Mais ce plan gouvernemental consiste, pour l'essentiel, à accroître encore les faveurs accordées aux monopoles et à leurs « investissements ». Ceux-ci pourront très bien prendre la forme d'accumulations spéculatives. Malgré sa reconnaissance timide du problème de l'insuffisance des débouchés et du risque tenant à la « conjoncture internationale » sur le marché extérieur, le pouvoir ne peut modifier son orientation. Ce ne sont pas quelques éventuels coups de pouce électoraux concernant les dépenses publiques à la fin de 1972 qui changeront la situation réelle et encore moins les perspectives du pays (1).

Au contraire, l'audace raisonnée des mesures du programme proposé par les communistes entraîne leur caractère à la fois profondément novateur et réaliste. Répondant aux aspirations des masses et de la classe ouvrière, ces mesures permettent de briser avec la structure assurant la domination des monopoles capitalistes et avec la logique économique du système actuel, fondée sur l'accumulation et le profit capitalistes. Telle est la condition permettant de définir les moyens effectifs de sortir de la crise de la société française capitaliste, de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat sévissant à l'échelle internationale en liaison avec la suraccumulation colossale des capitaux. C'est la condition permettant d'instaurer une démocratie nouvelle économique et politique, ouvrant la voie à un socialisme développé dans les conditions de notre pays.

Voir la chronique sur « plan de soutien » publié dans le présent numéro.